Meilleurs outils d’IA pour les avocats en 2026

Neuf outils d’IA pour les avocats comparés par tâche : recherche, rédaction, contrats, citations, eDiscovery, accueil téléphonique, gestion du cabinet et rendez-vous clients, avec les tarifs.

Publié par Julian Pscheid · 20 octobre 2026 · Mis à jour 30 octobre 2026
Lire cet article en ligne: https://www.hedy.ai/fr/post/best-ai-tools-for-lawyers/



Avocate discutant avec un client âgé de l’autre côté du bureau de son cabinet, avec un MacBook ouvert tourné vers elle d’où s’élève une légère lueur, un carnet ouvert et le dossier du client

Quels sont les meilleurs outils d’IA pour les avocats ?

Réponse rapide Aucun outil ne couvre à lui seul l’activité d’un cabinet d’avocats : choisissez-en un par tâche. Pour la recherche juridique, utilisez l’IA de votre base de données de recherche : CoCounsel sur Westlaw ou Lexis+ with Protégé. Pour une plateforme à l’échelle du cabinet, Harvey ou Legora. Pour les contrats dans Word, Spellbook. Pour vérifier les citations, Clearbrief. Pour la gestion du cabinet, Clio. Pour l’eDiscovery, Everlaw. Pour répondre au téléphone quand personne au cabinet ne le peut, Smith.ai. Pour la rédaction générale et les résumés, Claude dans une offre professionnelle. Pour les appels de premier contact, les rendez-vous clients et les consultations, Hedy , qui transcrit sur votre appareil sans bot dans l’appel.

La plupart des listes des « meilleures IA pour les avocats » classent les outils de recherche et de rédaction et s’arrêtent là. Cela couvre la moitié écrite du métier. L’autre moitié se déroule à l’oral : appels de premier contact, consultations clients, réunions de stratégie, préparation des témoins. Ces

conversations contiennent certaines des informations les plus sensibles qu'un avocat traite, et c'est dans ce domaine que les outils d'IA sont les plus récents et les moins examinés. Ce guide couvre les deux volets, avec un outil par tâche, son coût et la destination des données de vos clients.

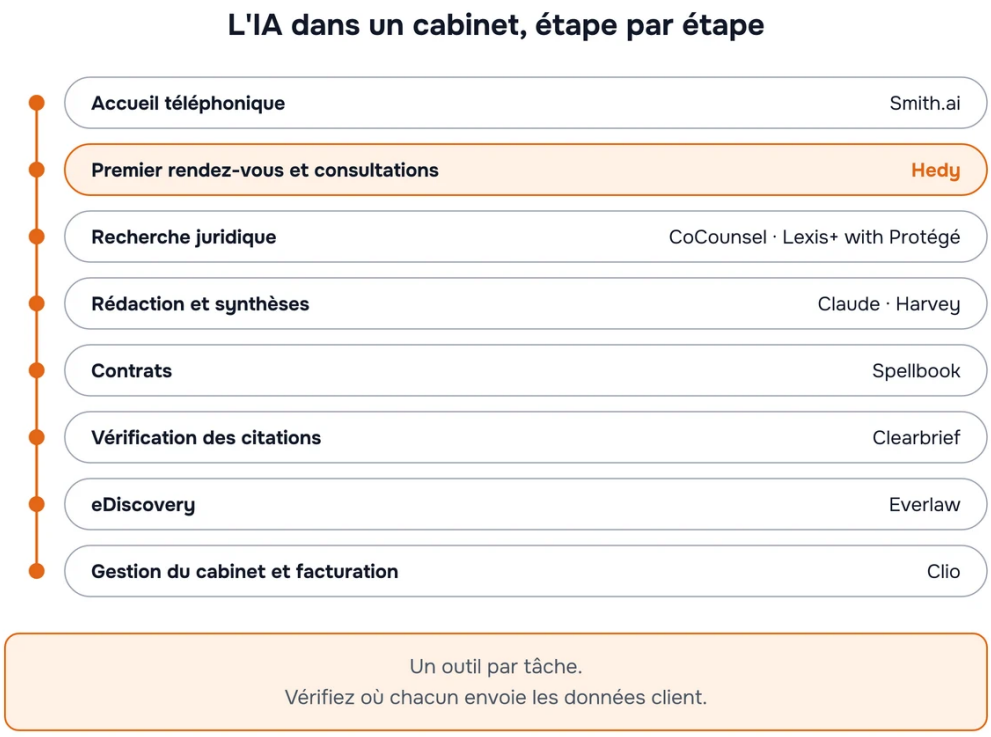


Schéma de l'IA dans un cabinet, un outil par tâche : Smith.ai pour l'accueil téléphonique, Hedy pour le premier rendez-vous et les consultations, CoCounsel ou Lexis+ with Protégé pour la recherche juridique, Claude ou Harvey pour la rédaction et les synthèses, Spellbook pour les contrats, Clearbrief pour la vérification des citations, Everlaw pour l'eDiscovery et Clio pour la gestion du cabinet et la facturation

Que doivent vérifier les avocats avant d'utiliser un outil d'IA ?

Les règles déontologiques n'ont pas changé avec l'IA. L'ABA a appliqué les règles existantes à l'IA générative dans Formal Opinion 512 (https://www.americanbar.org/content/dam/aba/administrative/professional_responsibility/ethics-opinions/aba-formal-opinion-512.pdf) (juillet 2024), et les obligations qu'elle énonce vous donnent une liste de vérification concrète :

• Compétence (Rule 1.1). Comprenez ce que fait l'outil et ses modes de défaillance avant de vous y fier.

• Confidentialité (Rule 1.6). Sachez où vont les informations de vos clients, qui peut les consulter, combien de temps elles sont conservées et si le fournisseur les utilise pour entraîner ses modèles. L'avis indique qu'un consentement éclairé du client est nécessaire avant de saisir des informations relatives au mandat dans un outil qui apprend à partir des données reçues, et qu'une clause standard dans une lettre de mission ne constitue pas un consentement éclairé.

• Communication (Rule 1.4). Même lorsque le consentement n'est pas nécessaire, il peut être nécessaire d'informer le client que l'IA intervient dans le travail.

• Loyauté envers le tribunal et supervision (Rules 3.3, 5.1, 5.3). Vous êtes responsable des résultats et de la manière dont votre équipe utilise ces outils.

• Honoraires (Rule 1.5). Si vous facturez à l'heure, vous facturez le temps réellement consacré à la tâche, et non celui qu'elle prenait auparavant.

Le risque qui revient sans cesse devant les tribunaux est celui des citations inventées. La base AI Hallucination Cases (https://www.damiencharlotin.com/hallucinations/) de Damien Charlotin avait recensé 2,231 décisions dans le monde au 28 octobre 2026 (décisions de tribunaux et affaires impliquant des parties se représentant elles-mêmes comprises), trois ans après que Mata v. Avianca a fait connaître le problème. Quel que soit l'outil utilisé, vérifiez chaque citation dans la source.

L'usage est déjà répandu. Dans le 2026 Legal Trends Report (https://www.clio.com/about/press/2026-legal-trends-report/) de Clio, publié le 26 octobre, 85% des professionnels du droit déclaraient que leur cabinet avait adopté l'IA à des degrés divers, contre 79% en 2025. Il s'agit souvent d'IA généraliste : dans l'enquête 2025 de Clio, seuls 40% des professionnels du droit utilisaient des outils d'IA spécialisés dans le juridique, contre 58% l'année précédente. Votre offre et ses conditions de traitement des données sont donc les premières choses à vérifier.

Quels outils d'IA juridique choisir pour chaque tâche ?

Tableau comparatif

 # | Outil | Idéal pour | Vue d'ensemble du traitement et du stockage | Prix

1 | Hedy (https://www.hedy.ai/) | Appels de premier contact, rendez-vous clients et consultations | Reconnaissance vocale sur votre appareil par défaut ; aucun bot ne rejoint l'appel ; analyse IA cloud par défaut (les partenaires de traitement ne conservent pas les données et ne les utilisent pas pour entraîner des modèles) ou sur l'appareil avec l'IA locale ; stockage Cloud Sync en option | Gratuit (5 h/mois) ; $12.99/mois ou $99.99/an
2 | CoCounsel Legal (https://legal.thomsonreuters.com/en/products/cocounsel-legal) | Recherche juridique | Cloud de Thomson Reuters, selon ses conditions pour les entreprises | Selon la formule et la durée d'engagement ; plusieurs centaines de dollars par utilisateur/mois selon des sources tierces
3 | Harvey (https://www.harvey.ai/) | Plateforme IA à l'échelle du cabinet | Cloud de Harvey, selon le contrat du cabinet | Négocié
4 | Spellbook (https://www.spellbook.com/) | Rédaction et révision de contrats dans Word | Cloud de Spellbook, depuis Word | Sur devis
5 | Clearbrief (https://clearbrief.com/) | Vérification des citations et des faits | Cloud de Clearbrief, depuis Word ; possibilité d'utiliser votre propre stockage | Solo à $300 par utilisateur/mois (annuel) ; Enterprise sur mesure
6 | Clio (https://www.clio.com/) | Gestion du cabinet avec IA | Cloud de Clio, avec les données de vos dossiers | Manage à partir de $49 par utilisateur/mois ; offres IA sur devis
7 | Everlaw (https://www.everlaw.com/) | eDiscovery et révision de documents | Cloud d'Everlaw, selon le contrat du dossier | Sur devis, selon les données hébergées ; fonctionnalités IA facturées en crédits
8 | Smith.ai (https://smith.ai/) | Réponse aux appels et accueil téléphonique | Plateforme d'appels de Smith.ai, synchronisée avec votre CRM | Gratuit pour 25 appels/mois ; Pro à partir de $150/mois
9 | Claude (https://claude.com/) | Rédaction générale et résumés | Cloud d'Anthropic ; les offres professionnelles n'entraînent pas les modèles sur vos données par défaut | Team à $20 par licence/mois (annuel)

Tarifs vérifiés le 28 octobre 2026. Lorsqu'un fournisseur vend par l'intermédiaire de son équipe commerciale, les montants attribués à des sources tierces proviennent de la source citée dans la section de l'outil, et non d'une grille tarifaire du fournisseur. La colonne sur les données donne une vue d'ensemble : la conservation, l'entraînement des modèles, la région, les sous-traitants et les conditions de suppression doivent faire l'objet d'un examen distinct. Confirmez les tarifs auprès du fournisseur avant d'établir votre budget.

1. Hedy : appels de premier contact, rendez-vous clients et consultations

C'est lors des rendez-vous clients que les informations couvertes par le secret professionnel de l'avocat sont exprimées à voix haute. Les plateformes juridiques commencent seulement à les prendre en charge : l'application mobile de Harvey et le nouveau système téléphonique de Clio ont tous deux ajouté l'enregistrement en 2026. Les outils de réunion généralistes sont encore moins adaptés, car beaucoup fonctionnent comme un bot qui rejoint votre appel vidéo en tant que participant visible et envoie l'audio

aux serveurs d’un fournisseur. Cela ajoute un participant visible et un intervenant extérieur ayant accès à l’audio, soit le type d’accès que les recommandations des cabinets signalent régulièrement (nous y revenons plus bas).

Hedy (https://www.hedy.ai/) fonctionne différemment. Il s’exécute sur le téléphone, la tablette ou l’ordinateur de l’avocat et entend la conversation comme vous : dans la pièce ou via l’audio de votre ordinateur sur Zoom, Teams ou lors d’un appel téléphonique pris sur votre Mac. Aucun bot ne rejoint l’appel. La reconnaissance vocale s’exécute sur l’appareil par défaut sur toutes les plateformes. Avec les moteurs par défaut, l’audio ne le quitte donc jamais, et Hedy ne conserve aucun fichier audio sauf si vous activez cette option. L’analyse IA s’exécute dans le cloud par défaut : les partenaires de traitement IA de Hedy traitent les informations de la session pour produire vos notes sans les conserver ni les utiliser pour entraîner des modèles. Le stockage relève d’un choix distinct : Cloud Sync, si vous l’activez, conserve vos sessions sur les serveurs de Hedy. Sur un Mac Apple Silicon, un PC Windows doté d’un GPU suffisamment puissant ou un iPhone ou iPad récent, le Traitement IA local (/help/local-ai-processing/) déplace l’ensemble du pipeline sur l’appareil : transcription, résumé, notes et suggestions en direct. Pour conserver une nouvelle conversation entièrement sur l’appareil qui l’a capturée, utilisez un moteur de reconnaissance vocale local et l’IA locale, désactivez Cloud Sync, la synchronisation audio iCloud et les récapitulatifs automatiques par e-mail, et ne partagez pas la session. Les données de compte et de diagnostic sont toujours envoyées à des services en ligne, mais ne contiennent ni transcription ni résultat généré par IA. Notre guide pour conserver les conversations sensibles sur votre appareil (/help/keep-sensitive-conversations-on-your-device/) détaille chaque réglage.

Cela inclut les appels de premier contact. Une première conversation avec un client potentiel, en personne, sur Zoom ou lors d’un appel téléphonique pris sur votre Mac, bénéficie de la même aide en direct et des mêmes notes qu’un rendez-vous avec un client existant.

Contrairement à un enregistreur, Hedy vous aide aussi pendant la réunion. Il suggère des questions que vous n’avez pas encore posées : une date que le client a passée sous silence, un fait important pour le délai de prescription, un document dont vous aurez besoin. Vous obtenez ensuite un résumé, des notes détaillées sous les rubriques de votre choix et vos actions de suivi sous forme de tâches. Regroupez chaque dossier dans son propre sujet (/help/understanding-hedy-topics-organize-your-sessions-unlock-deeper-insights/) et Hedy reprend les échanges des rendez-vous précédents lors du suivant. Vous pouvez ainsi demander « qu’a dit le client à propos du deuxième contrat ? » en vous appuyant sur toutes les sessions du dossier. Notre guide d’utilisation de Hedy pour les consultations juridiques (/help/how-to-use-hedy-for-legal-consultations/) présente la configuration complète.

Hedy a fait l’objet d’un examen indépendant SOC 2 Type I de ses contrôles de sécurité en avril 2026, propose la résidence des données dans l’UE (/post/eu-data-residency/) pour les nouveaux comptes et est noté 4.8 sur 5 sur 1,000+ avis. Il ne remplace pas un sténographe judiciaire et n’est pas un outil de traitement de documents : il couvre la partie orale du travail.

Prix : gratuit pour 5 heures par mois, sans carte bancaire. Pro coûte $12.99/month ou $99.99/year. Hedy Team est au même prix par licence pour 2 à 200 personnes, avec des sujets que tout le cabinet peut partager.

Idéal pour : les avocats indépendants et ceux de petits cabinets qui assurent eux-mêmes leurs consultations, ainsi que tout avocat souhaitant de l’aide et des notes pendant ses rendez-vous clients sans ajouter de bot à l’appel.

Hedy est notre produit.

2. CoCounsel Legal (ou Lexis+ with Protégé) : recherche juridique

Pour la recherche, l'IA la plus performante est celle qui s'appuie sur la base juridique à laquelle vous faites déjà confiance. Les chatbots généralistes puisent sur le web ouvert. Les acteurs historiques de la recherche fondent leurs réponses sur leur propre jurisprudence, leurs textes législatifs et leurs sources secondaires, avec l'appui de leurs outils de suivi des références.

CoCounsel Legal (https://legal.thomsonreuters.com/en/products/cocounsel-legal) est l'IA de Thomson Reuters fondée sur Westlaw et Practical Law. Elle répond aux questions de recherche avec des liens vers les sources faisant autorité, révise et résume des documents, et rédige à partir des documents du cabinet. Si votre cabinet utilise plutôt LexisNexis, Lexis+ with Protégé est l'équivalent, avec Shepard's à l'appui de ses réponses et une bibliothèque de flux de travail prêts à l'emploi. Commencez par celui auquel votre cabinet est déjà abonné.

Prix : selon la formule et la durée d'abonnement. CostBench indiquait (https://costbench.com/software/ai-legal-tools/cocounsel) un tarif de $637 à $784 par avocat et par mois pour une configuration CoCounsel Legal destinée à un seul avocat en octobre 2026, moins élevé avec un engagement de trois ans. Lexis+ with Protégé est proposé sur devis.

Idéal pour : tout avocat dont les recherches doivent résister à l'examen d'un juge.

3. Harvey : une plateforme IA à l'échelle du cabinet

Harvey (https://www.harvey.ai/) est la plateforme d'IA juridique à l'échelle du cabinet la plus connue. Elle couvre la recherche, la rédaction, l'analyse de documents, les vérifications préalables et les flux de travail d'agents en plusieurs étapes, et peut être adaptée aux précédents du cabinet. Harvey annonce plus de 3,500 clients dans 85+ pays, dont 80+ cabinets de l'AmLaw 100. Depuis août 2026, son application mobile peut aussi enregistrer des rendez-vous clients et des dépositions (https://www.harvey.ai/blog/audio-video-image-understanding) d'une durée maximale de deux heures et sauvegarder dans Vault une transcription avec identification des intervenants, sans conserver l'audio.

Son principal concurrent est Legora (https://legora.com/) , qui a annoncé le 21 octobre 2026 une levée de $550 millions en série E sur la base d'une valorisation de $8.8 milliards.

Prix : négociés, et les estimations de sources tierces divergent fortement. Demandez à chaque fournisseur quels sont les engagements minimaux, les fonctionnalités incluses, les accès aux contenus, les frais d'utilisation et la durée du contrat.

Idéal pour : les cabinets de taille moyenne et les grands cabinets qui souhaitent une plateforme IA unique et encadrée pour leurs différents départements.

4. Spellbook : les contrats dans Microsoft Word

Les avocats en droit des affaires passent leur temps dans Word, et Spellbook (https://www.spellbook.com/) s'y intègre sous forme de complément. Il rédige des clauses, révise un projet du cocontractant selon le guide de négociation de votre cabinet, propose des modifications en suivi des révisions et répond aux questions sur le document ouvert, avec des flux de travail propres aux contrats qu'un chatbot généraliste ne propose pas.

Spellbook indique que plus de 5,000 équipes juridiques l'utilisent.

Prix : sur devis, selon le nombre de licences et la durée d'engagement.

Idéal pour : les avocats en droit des sociétés, en droit commercial et les juristes d’entreprise qui rédigent et négocient des contrats au quotidien.

5. Clearbrief : vérifier les citations avant le dépôt

Au vu des sanctions déjà prononcées, un outil de vérification des citations est utile même si vous n’utilisez aucune autre IA juridique. Clearbrief (https://clearbrief.com/) est un complément Word qui lit votre mémoire, relie chaque citation et affirmation factuelle à la source sur laquelle elle repose et signale les citations qui n’existent pas ou ne disent pas ce que le mémoire leur fait dire.

Prix : l’offre Solo coûte $300 par utilisateur et par mois avec un abonnement annuel. Les tarifs Enterprise sont sur mesure, avec des remises pour les engagements pluriannuels. Clearbrief permet aussi aux cabinets qui souhaitent conserver leurs documents dans leur propre environnement d’utiliser leur propre stockage.

Idéal pour : les avocats en contentieux et toute personne qui dépose un document comprenant des recherches assistées par IA.

6. Clio : gestion du cabinet avec IA intégrée

Pour les avocats indépendants et les petits cabinets, l’IA la plus utile est souvent celle qui se trouve déjà dans le dossier. Clio (https://www.clio.com/) est l’une des plateformes de gestion de cabinet les plus utilisées par les petites structures, et son assistant Manage AI (anciennement Clio Duo) intervient dans vos dossiers, documents, calendrier et facturation : il résume un dossier, rédige à partir de ses documents et suggère des saisies de temps. Clio Work, lancé en octobre 2025 et vendu séparément depuis avril 2026, ajoute un espace de travail IA pour la recherche et la rédaction fondé sur la bibliothèque juridique vLex, que Clio a acquise dans le cadre d’une opération de $1 milliard. Enfin, Clio Phones (https://www.clio.com/about/press/launching-clio-ai-phone-system/) , annoncé le 26 octobre 2026, est un système téléphonique professionnel intégré à Clio qui enregistre, transcrit et résume les appels et les rattache au dossier. Lors de l’annonce, des essais étaient disponibles dans certains États US.

Prix : Clio Manage est proposé à partir de $49 par utilisateur et par mois. Les fonctionnalités IA et Clio Work sont tarifés selon l’offre ou sur devis (le prix annoncé par des sources tierces pour Clio Work était de $199 par utilisateur et par mois (https://www.lawnext.com/2026/04/clio-work-clios-ai-workspace-is-now-available-to-solo-and-smaller-law-firms-as-a-standalone-product.html) au lancement).

Idéal pour : les avocats indépendants et les petits cabinets qui souhaitent que l’IA travaille sur les données qu’ils conservent déjà au même endroit.

7. Everlaw : eDiscovery et révision de documents

Lorsqu’un dossier implique des dizaines de milliers de documents, il vous faut une plateforme de révision, pas un chatbot. Everlaw (https://www.everlaw.com/) est une plateforme cloud d’eDiscovery avec IA générative pour résumer des documents, répondre à des questions sur un corpus de révision et rédiger à partir des éléments de preuve. Relativity (avec aiR) et DISCO sont les principales alternatives.

Prix : sur devis. La page tarifaire d’Everlaw lie le coût aux données hébergées, inclut un nombre illimité de licences utilisateur et facture certaines fonctionnalités IA en crédits : vérifiez donc ces deux éléments.

Idéal pour : les équipes de contentieux et les cabinets qui traitent des litiges ou des enquêtes impliquant de nombreux documents.

8. Smith.ai : réponse aux appels et accueil téléphonique

Un appel manqué est souvent un client perdu. Smith.ai prend en charge les appels auxquels personne au cabinet ne peut répondre : quand vous prenez vous-même un appel de premier contact, c'est le rôle de Hedy. Smith.ai (https://smith.ai/) répond au téléphone de votre cabinet avec un réceptionniste IA (des offres avec réceptionnistes humains sont également disponibles) : il qualifie les appelants, pose vos questions de premier contact, prend les rendez-vous de consultation et consigne le tout dans Clio, MyCase, Lawmatics et d'autres CRM juridiques. Ses offres publiques sont tarifées selon le volume d'appels.

Prix : le réceptionniste IA est gratuit pour 25 appels par mois ($3 par appel supplémentaire). Les offres payantes (https://smith.ai/pricing/ai-receptionist) commencent à $150 par mois pour 75 appels, les offres avec un volume supérieur ou des réceptionnistes humains coûtant davantage.

Idéal pour : les avocats indépendants et les petits cabinets où l'avocat ne peut pas répondre à tous les appels.

9. Claude : rédaction générale, résumés et analyse

Pour tout le reste (un premier projet de lettre à un client, le résumé d'une longue transcription de déposition, une explication en termes simples pour un client), un assistant généraliste est l'outil le plus flexible de cette liste. Claude (https://claude.com/) est un bon choix pour le travail juridique grâce à sa gestion des documents longs et à ses outils juridiques : en mai 2026, Anthropic a lancé Claude for Legal, avec des connecteurs vers des plateformes juridiques (https://www.abajournal.com/news/article/anthropic-launches-claude-for-legal-giving-lawyers-20-new-program-integrations-and-12-practice-area-plugins) , notamment Thomson Reuters et Harvey, ainsi que des plugins par domaine de pratique.

Nous conseillons une offre professionnelle plutôt qu'un compte personnel. Anthropic n'entraîne pas ses modèles sur les données d'entrée ou de sortie (https://privacy.claude.com/en/articles/7996868-is-my-data-used-for-model-training) de ses produits professionnels par défaut. Vérifiez aussi le réglage des commentaires : les commentaires que vous choisissez d'envoyer peuvent inclure la conversation et servir à l'entraînement des modèles, et les responsables des offres Team et Enterprise peuvent désactiver les commentaires. Les conditions d'utilisation comptent aussi devant les tribunaux. Dans United States v. Heppner (S.D.N.Y., février 2026), le tribunal a refusé à un prévenu la protection du secret professionnel de l'avocat et celle des documents préparés en vue d'un litige (work product) pour ses propres échanges avec la version grand public de Claude, en invoquant plusieurs motifs, dont l'absence de directives d'un avocat et les conditions de la plateforme, comme le résume Mayer Brown (https://www.mayerbrown.com/en/insights/publications/2026/06/ai-notetakers-productivity-tool-or-emerging-legal-risk) . La décision n'a pas établi que l'IA grand public fait toujours perdre la protection du secret professionnel de l'avocat, ni qu'une offre professionnelle la préserve toujours. ChatGPT, Microsoft Copilot et Gemini sont des alternatives performantes dans leurs offres professionnelles, et les grandes suites de productivité proposent désormais aussi la transcription ou le résumé de réunions, selon le produit, la plateforme et l'offre.

Prix : offre Team à $20 par licence et par mois avec facturation annuelle ($25 avec facturation mensuelle). Enterprise à partir de $20 par licence et par mois, plus la consommation, avec un minimum de 20 licences.

Idéal pour : la rédaction et les résumés du quotidien sur des documents dont vous avez autorisé l'utilisation dans un outil d'IA professionnel.

Les outils de prise de notes IA sont-ils sûrs pour les rendez-vous entre avocat et client ?

Ils peuvent l’être, mais l’outil et sa configuration comptent ici plus que pour tout autre usage de cette liste. Quatre points à connaître :

Le consentement passe en premier. Formal Opinion 2025-6 (https://www.nycbar.org/reports/formal-opinion-2025-6-ethical-issues-affecting-use-of-ai-to-record-transcribe-and-summarize-conversations-with-clients/) du New York City Bar (décembre 2025) indique que les clients doivent être informés et leur consentement obtenu avant qu’un avocat utilise l’IA pour enregistrer et résumer leurs conversations. Enregistrer en secret se heurte à l’interdiction des comportements trompeurs prévue par Rule 8.4. Un avis ultérieur, Formal Opinion 2026-2 (https://www.nycbar.org/reports/formal-opinion-2026-2-ethical-use-of-ai-for-recording-transcribing-and-summarizing-non-client-conversations/) (août 2026), couvre les clients potentiels, les avocats adverses et les témoins, et recommande d’obtenir leur autorisation et, sauf raison valable, de ne pas enregistrer du tout. Les lois des États sur l’enregistrement s’appliquent en plus : plusieurs États, dont la Californie, la Floride, l’Illinois, la Pennsylvanie et Washington, exigent le consentement de chacun pour certaines conversations privées, et les règles peuvent différer entre les appels téléphoniques et les rendez-vous en personne. Vérifiez le droit applicable là où se trouve chaque participant. Notre guide sur les lois et le consentement pour enregistrer une conversation (/help/recording-laws-and-consent/) et nos formulations pour demander le consentement (/post/ask-permission-to-record-meeting-consent-scripts/) expliquent comment demander.

Chaque intervenant extérieur soulève la question du secret professionnel de l'avocat. Les sources juridiques examinées ici n’établissent pas que l’utilisation d’un assistant de réunion IA fait automatiquement perdre la protection du secret professionnel de l'avocat. L’issue dépend des communications, du droit applicable, ainsi que des conditions et du fonctionnement de l’outil, et les affaires jugées jusqu’ici dépendent des personnes qui pouvaient accéder aux documents et des conditions de cet accès. Mayer Brown recommande (https://www.mayerbrown.com/en/insights/publications/2026/06/ai-notetakers-productivity-tool-or-emerging-legal-risk) aux organisations d’évaluer si des outils tiers de prise de notes créent un risque inacceptable de perte de cette protection lors de réunions couvertes par le secret professionnel de l'avocat, et d’exiger une autorisation supplémentaire ou de les interdire pour les échanges de conseils juridiques. Un bot de réunion qui enregistre l’audio sur les serveurs d’un fournisseur, le conserve et l’utilise pour améliorer ses modèles ajoute précisément le type d’accès qui affaiblit un argument de confidentialité. Dans In re Otter.AI Privacy Litigation (N.D. Cal.), action introduite en août 2025, les plaignants allèguent qu’un outil populaire de prise de notes a capté des réunions sans l’autorisation des participants et utilisé les conversations à des fins commerciales, notamment pour entraîner des modèles. En août 2026, le tribunal a laissé se poursuivre les demandes relatives aux écoutes et à la confidentialité des données biométriques, tout en rejetant d’autres demandes. Il s’agit de décisions au stade de l’examen initial des demandes, et non de conclusions établissant une responsabilité, et l’affaire porte sur la vie privée, pas sur le secret professionnel de l'avocat.

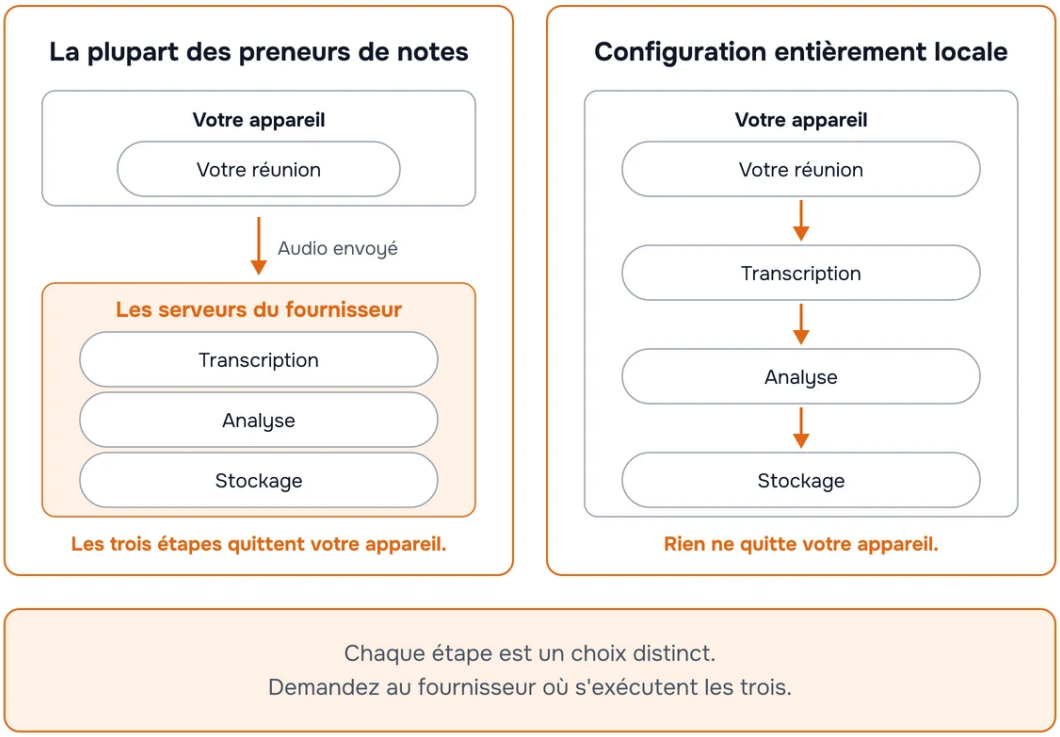


Schéma comparant la plupart des preneurs de notes, où l'audio est envoyé aux serveurs du fournisseur et où la transcription, l'analyse et le stockage s'y déroulent, à une configuration entièrement locale où les trois étapes s'exécutent sur votre propre appareil

L'enregistrement peut servir les deux parties. L'avis du NYC Bar souligne qu'un enregistrement conservé peut étayer une défense fondée sur les conseils reçus d'un avocat, tout comme il peut fournir des preuves à l'adversaire. Décidez de ce que vous conservez. Une transcription et des notes sous votre contrôle n'exposent pas aux mêmes risques qu'un fichier audio stocké sur le serveur d'un fournisseur.

Vous devez toujours relire. L'avis indique explicitement que les transcriptions et les résumés produits par IA peuvent être erronés et que l'avocat doit les vérifier avant de s'y fier.

La capture sans bot évite d'ajouter un participant visible à l'appel, et la transcription sur l'appareil évite d'envoyer l'audio à un fournisseur de transcription. Aucun de ces éléments ne suffit à établir qu'une configuration préserve la protection du secret professionnel de l'avocat : vous devez toujours examiner l'ensemble du parcours des données, les conditions du fournisseur, les accès, la conservation et le droit applicable. Hedy distingue trois décisions : où la parole est transcrite, où l'analyse IA s'exécute et où les sessions sont stockées. Par défaut, la reconnaissance vocale s'exécute sur l'appareil et l'IA cloud de Hedy envoie les informations de la session à des partenaires de traitement qui ne les conservent pas et ne les utilisent pas pour entraîner des modèles. Pour que l'ensemble du flux de travail reste sur l'appareil, utilisez un moteur de reconnaissance vocale local et l'IA locale, désactivez Cloud Sync, la synchronisation audio iCloud et les récapitulatifs automatiques par e-mail, et ne partagez pas la session. Ces réglages réduisent le traitement et le stockage à l'extérieur. Ils ne remplacent pas les obligations de consentement, de vérification, de confidentialité ou de conservation des documents, et les recommandations de votre barreau font autorité pour déterminer si une configuration les satisfait.

Comment un cabinet d’avocats doit-il choisir ses outils d’IA juridique ?

Le choix de l’IA pour un cabinet d’avocats commence par sa taille. Couvrez ensuite les besoins restants, une tâche à la fois.

Avocats indépendants et petits cabinets : l’IA de gestion du cabinet (Clio ou MyCase), associée à un assistant généraliste dans une offre professionnelle (Claude ou ChatGPT), couvre une grande partie du travail écrit pour un coût mensuel modeste par avocat. Ajoutez un outil de réunion pour les consultations et un service d’accueil si les appels aboutissent à la messagerie vocale. Pour la recherche, utilisez l’IA de la base de données que vous payez déjà.

Cabinets de taille moyenne et grands cabinets : Harvey ou Legora comme plateforme encadrée, un acteur historique de la recherche à ses côtés, puis des outils spécialisés selon les besoins des départements : Spellbook pour les équipes de droit des affaires, Everlaw ou Relativity pour le contentieux, Clearbrief avant tout dépôt au tribunal.

Consignez les usages approuvés. Opinion 512 indique que les avocats qui dirigent le cabinet doivent établir des politiques claires sur les usages autorisés de l’IA générative au sein du cabinet, et que les responsables de la supervision doivent faire des efforts raisonnables pour veiller à ce que les avocats et le personnel les respectent. En pratique, il s’agit d’une courte liste que chacun peut consulter : quels outils sont approuvés, pour quelles tâches, avec quelle offre et quels types d’informations clients peuvent y être saisis. Vous pouvez les classer selon la sensibilité des informations. La recherche sur des sources publiques et les premières versions de documents non confidentiels se situent à une extrémité. Les conversations clients couvertes par le secret professionnel de l'avocat se situent à l’autre : pour celles-ci, Mayer Brown conseille une autorisation supplémentaire ou de ne pas utiliser d’outil de prise de notes. Désignez la personne qui valide les nouveaux outils et prévoyez une formation sur les modes de défaillance de chaque outil approuvé.

Pour les rendez-vous clients, Hedy Team (/teams/) confie ces contrôles au cabinet. Le propriétaire peut choisir une fois pour toutes une région de données aux US ou dans l’UE pour l’ensemble du cabinet et régler Cloud Sync sur Toujours désactivé, afin que les nouvelles sessions restent sur l’appareil de chaque avocat. Les administrateurs gèrent les licences et la facturation, mais ne peuvent pas ouvrir les sessions privées des membres. Une session n’est accessible aux collègues que lorsque son propriétaire l’attribue à un sujet partagé.

Quelle que soit la taille : lisez les conditions de chaque fournisseur concernant l’entraînement des modèles, la conservation et les sous-traitants avant d’y saisir des données clients. Obtenez le consentement éclairé décrit dans Opinion 512 lorsqu’un outil apprend à partir des données reçues, informez les clients quand vous enregistrerez ou transcrirez une conversation et maintenez une vérification humaine de chaque citation et de chaque résumé.

Questions fréquentes

Quel est le meilleur outil d’IA pour les avocats ?

Cela dépend de la tâche. Pour la recherche juridique, l’IA intégrée à la base de données que vous payez déjà (CoCounsel sur Westlaw ou Lexis+ with Protégé) est généralement le meilleur point de départ. Pour une seule plateforme couvrant la recherche, la rédaction et la révision, les cabinets de plus grande taille s’intéressent à Harvey ou Legora. Pour les contrats dans Word, Spellbook. Pour vérifier les citations dans

un mémoire, Clearbrief. Pour les appels de premier contact, les rendez-vous clients et les consultations, Hedy. Les avocats indépendants et les petits cabinets tirent souvent le meilleur parti de l’IA intégrée à leur logiciel de gestion du cabinet, comme Clio.

Les avocats peuvent-ils utiliser ChatGPT ou Claude pour leurs dossiers clients ?

Oui, avec prudence. ABA Formal Opinion 512 n’interdit pas l’IA généraliste, mais exige que les avocats comprennent comment un outil traite les informations de leurs clients et obtiennent leur consentement éclairé avant de saisir ces informations dans un outil qui apprend à partir des données reçues. Nous conseillons une offre professionnelle ou entreprise qui n’entraîne pas ses modèles sur vos données plutôt qu’un compte personnel, ainsi qu’une vérification de chaque citation produite. Dans United States v. Heppner (S.D.N.Y. 2026), un tribunal a refusé à un prévenu la protection du secret professionnel de l'avocat et celle des documents préparés en vue d’un litige (work product) pour ses propres échanges avec un chatbot, en invoquant plusieurs motifs, dont l’absence de directives d’un avocat et les conditions de la plateforme. Cette affaire n’a pas établi que l’IA grand public fait toujours perdre la protection du secret professionnel de l'avocat, ni qu’une offre professionnelle la préserve toujours.

Les avocats doivent-ils obtenir le consentement de leurs clients pour utiliser l’IA ?

Parfois. ABA Formal Opinion 512 indique qu’un consentement éclairé est nécessaire avant de saisir des informations relatives au mandat dans un outil d’IA générative qui apprend à partir des données reçues, et qu’une clause standard dans une lettre de mission ne suffit pas. Enregistrer ou transcrire une conversation avec un client est une question distincte : Formal Opinion 2025-6 du New York City Bar précise que les clients doivent être informés et donner leur consentement avant qu’un avocat utilise l’IA pour enregistrer et résumer leurs conversations.

Les outils de prise de notes IA font-ils perdre la protection du secret professionnel de l'avocat ?

L’utilisation d’un outil de prise de notes IA ne détermine pas automatiquement le sort de la protection du secret professionnel de l'avocat. Les avocats doivent évaluer qui peut accéder au contenu, les droits contractuels du fournisseur, ses pratiques de conservation et d’entraînement des modèles, la finalité du traitement et le droit applicable. Des cabinets comme Mayer Brown recommandent d’évaluer si un outil tiers de prise de notes crée un risque inacceptable de perte de cette protection lors de réunions couvertes par le secret professionnel de l'avocat. La capture sans bot et le traitement sur l’appareil peuvent réduire la divulgation à des tiers, mais ne constituent pas des garanties juridiques.

Combien coûtent les outils d’IA pour les avocats ?

De nombreuses plateformes spécialisées dans le juridique, dont Harvey, Legora et CoCounsel, proposent des tarifs sur devis, et des sources tierces situent le prix de Westlaw avec CoCounsel à plusieurs centaines de dollars par utilisateur et par mois. D’autres publient leurs tarifs : l’offre Solo de Clearbrief coûte $300 par utilisateur et par mois, le réceptionniste IA de Smith.ai est gratuit pour les 25 premiers appels par mois et l’offre Team de Claude coûte $20 par licence et par mois avec facturation annuelle. Hedy est gratuit pour 5 heures par mois, et Pro coûte $12.99/month ou $99.99/year.

Existe-t-il des outils d’IA gratuits pour les avocats ?

Quelques-uns, avec des limites. Hedy est gratuit pour 5 heures de sessions par mois, et la réceptionniste IA de Smith.ai est gratuite pour 25 appels par mois. Claude et ChatGPT proposent des offres personnelles gratuites, mais pour le travail client nous conseillons une offre professionnelle payante qui n’utilise pas vos données pour l’entraînement. La plupart des plateformes juridiques, comme CoCounsel, Harvey, Spellbook et Clearbrief, n’ont pas d’offre gratuite, même si certaines proposent un essai.

Quel est un risque majeur de l’utilisation de l’IA pour la recherche juridique et les dépôts au tribunal ?

Les citations inventées. La base AI Hallucination Cases de Damien Charlotin recensait 2,231 décisions dans le monde impliquant du contenu halluciné au 28 octobre 2026, y compris des décisions de tribunaux et des affaires où les parties se représentaient elles-mêmes : il ne s’agit donc pas d’un décompte d’avocats sanctionnés. Chaque citation produite par un outil d’IA doit être vérifiée dans la source avant d’être intégrée à un document déposé au tribunal.

Un cabinet d’avocats doit-il avoir une politique d’utilisation de l’IA ?

Oui. ABA Formal Opinion 512 indique que les avocats qui dirigent le cabinet doivent établir des politiques claires sur les usages autorisés de l’IA générative au sein du cabinet, et que les avocats chargés de la supervision doivent faire des efforts raisonnables pour veiller à ce que les avocats et le personnel les respectent. Une politique applicable au quotidien précise les outils approuvés, les tâches et les offres pour lesquelles chacun est autorisé, les informations clients qui peuvent y être saisies, qui approuve les nouveaux outils et la formation dispensée. Mayer Brown recommande une autorisation supplémentaire, voire l’absence totale d’outil de prise de notes, pour les réunions où des conseils juridiques sont donnés.

Par quel outil d’IA un avocat indépendant devrait-il commencer ?

Commencez par le travail qui absorbe le plus de temps non facturé. Pour de nombreux avocats indépendants, il s’agit des appels de premier contact et des rendez-vous clients, puis de la recherche et de la rédaction. Le rapport 2026 de Clio sur les avocats indépendants et les petits cabinets a constaté que 71% des avocats indépendants utilisent déjà l’IA pour leur travail juridique. Un outil de gestion du cabinet avec IA intégrée, un assistant généraliste dans une offre professionnelle et un outil de réunion que vous pouvez conserver sur votre propre appareil couvrent l’essentiel de la journée pour un faible coût mensuel.

Cet article fournit des informations générales, pas des conseils juridiques ou déontologiques. Les règles varient selon la juridiction : consultez les recommandations du barreau de votre État US.

Hedy AI · Coaching IA en direct pour les conversations importantes

Essayez Hedy gratuitement: https://www.hedy.ai/fr/downloads/

https://www.hedy.ai/fr/post/best-ai-tools-for-lawyers/